



Paris, le 11 mars 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour réussir l'ambition de souveraineté alimentaire dans un contexte de changement climatique : il faut tenir la promesse de la gestion pragmatique de l'eau

Depuis le début de la pandémie de la Covid-19, l'agriculture est redevenue un enjeu de politique publique en raison du caractère stratégique de l'alimentation saine sûre et durable.

Il y a un an, le 12 mars 2020, dans son adresse aux Français alors que la France et le monde s'apprêtaient à entrer dans plusieurs mois de confinement, le président de la République a fait de la souveraineté alimentaire une des priorités de la nation en affirmant que « déléguer notre alimentation (...) à d'autres serait folie ».

Enfin, le caractère stratégique de la production alimentaire était reconnu !

Pour atteindre cet objectif, fort de sa conviction de l'urgence de revaloriser l'acte de production en France, le Conseil de l'Agriculture Française, a publié dans une tribune du 5 mai, les principes directeurs des actions à mettre en œuvre. Puis la FNSEA a acté des modalités de réalisation et de sécurisation dans un Manifeste, prônant que la souveraineté alimentaire est, dans notre vision, européenne et solidaire. Elle appelle la mise en œuvre de politiques agricoles permettant l'accès à une alimentation en quantité et qualité suffisantes pour tous.

Les priorités de notre Manifeste énoncent les moyens de production, de recherche et d'innovation indispensables dont la nécessité d'avoir une gestion de l'eau qui allie les enjeux économiques et les enjeux environnementaux. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas alors que c'était une promesse du Président de la République qui avait créé beaucoup d'espoir chez les agriculteurs. En effet tous les projets d'irrigation sont bloqués et la production agricole sur notre territoire est menacée par manque d'anticipation des conséquences du changement climatique. Nous ne prélevons en France que 1,7% du total des ressources en eau disponibles et stagnons dans l'évolution des surfaces équipées pour l'irrigation, quand dans les autres pays, y compris du Nord de l'Europe, la progression est de plus de 13%. Il est urgent de combler ce retard. Sont en jeu la résilience et l'autonomie des exploitations agricoles, mais aussi des milieux aquatiques et de l'alimentation en eau potable.

Nous appelons le Gouvernement à tenir la promesse d'une politique de gestion de l'eau équilibrée ambitieuse et pragmatique dans les territoires. C'est un signe fort et urgent pour atteindre la souveraineté.

Les agriculteurs attendent de la cohérence entre les discours et leur traduction sur le terrain de l'action.

Contact presse : FNSEA : Christine CLAUDON – 07 60 47 44 52 – christine.claudon@reseaufnsea.fr